

Burundi : deux ministres et les chefs de l'armée accusés de corruption

@rib News, 26/11/210 â€“ Source AFP Une organisation non-gouvernementale burundaise a accusé vendredi les ministres de la Défense et des Finances, le chef d'État-major de l'armée et son adjoint d'avoir surfacturé du matériel militaire défectueux. "Nous venons de découvrir un grand scandale de détournement de fonds et de corruption au ministère de la Défense", a annoncé à la presse le président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), Gabriel Rufyiri.

Ce scandale "porte sur un contrat signé avec une société ukrainienne, Cranford trading inc, pour l'achat de matériel militaire pour une valeur de 5,6 millions de dollars, avec une surfacturation pour une somme qui avoisine les 2,8 millions de dollars", a expliqué M. Rufyiri. "Une commission de réception de ce matériel composé de trois généraux et deux colonels avait déclaré ce matériel défectueux après l'avoir essayé. Il a pourtant été réceptionné et payé malgré (...)", a-t-il souligné. Toujours selon le président de l'Olucome, c'est "une commission informelle composée du chef d'État-major de l'armée, le général Godefroid Niyombare, et de son adjoint, le général Diomé Ndegeya, qui a recommandé que ce matériel soit réceptionné en l'état". M. Rufyiri a montré à la presse le procès-verbal signé par les deux généraux qui approuve ce marché. "Les responsables de cette malversation avouée sont la ministre des Finances, Clotilde Niragira, et le ministre de la Défense de l'époque, le général Germain Niyoyankana, qui ont signé ce contrat, et le chef d'État-major de l'armée et son adjoint", a accusé le militant anti-corruption. Le porte-parole du ministère de la Défense et de l'armée, le colonel Gaspard Baratuza, n'a pas voulu réagir à ces accusations vendredi, expliquant que ce dossier "n'est pas encore porté à ma connaissance". "Nous demandons que les coupables soient poursuivis par la justice, (...) car il est inadmissible que l'argent des contribuables burundais serve à acheter du matériel défectueux et surfacturé", a ajouté le président de l'Olucome. Cette ONG a déjà révélé plusieurs scandales financiers dont la vente illicite d'un avion présidentiel en 2006, ou encore une affaire de double facturation de produits pétroliers qui avait conduit au limogeage d'un ministre des Finances, à l'exil d'un second et à l'emprisonnement du patron de la Banque centrale. Le vice-président de l'Olucome, Ernest Manirumva, avait tenté à coups de couteau en avril 2009. La société civile a accusé plusieurs responsables de la police d'avoir organisé cet assassinat. L'actuel président de l'association a souvent été menacé de mort et a déjà été emprisonné à plusieurs reprises. Le Burundi, qui sort d'une longue guerre civile, a été classé par dix pays les plus corrompus du monde par Transparency international.